

BOUTEFLIKA ANNONCE LA LISTE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT OUYAHIA

La «détebbounisation» a commencé

Abdelaziz Bouteflika a procédé, jeudi dernier, à la nomination officielle du nouveau gouvernement, quarante-huit heures après avoir désigné Ahmed Ouyahia comme nouveau Premier ministre à la place de Abdelmadjid Tebboune. Un nouveau gouvernement qui n'aura finalement pas connu de grands chamboulements par rapport à son précédent avec seulement trois secteurs qui changent de main.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - A savoir les secteurs de l'industrie et des mines, du commerce et celui de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville. C'est ainsi que Youcef Yousfi effectuera un énième retour dans l'exécutif avec, cette fois, le portefeuille de l'industrie et des mines en remplacement de Mahdjoub Bedda. Un gros calibre donc pour diriger ce secteur considéré comme stratégique depuis juin 2014.

Le profil du nouveau ministre est en effet assez étoffé. Conseiller aux affaires énergétiques à la présidence, jusqu'à avant-hier jeudi, Youcef Yousfi, qui est également un cadre au RND de Ahmed Ouyahia, a été plusieurs fois ministre sous Zeroual et Bouteflika et à des postes-clés comme celui de ministre de l'Energie, des Affaires étrangères et même Premier ministre par intérim durant la campagne électorale des présidentielles de 2014. Il a également été ambassadeur d'Algérie à Londres.

Le nouveau gouvernement Ouyahia enregistre le retour d'un autre ancien ministre. Il s'agit de Mohamed Benmeradi, qui a déjà eu à siéger dans le précédent gouvernement de Ahmed Ouyahia comme ministre de l'Industrie, puis comme ministre du Commerce dans le premier gouvernement de Abdelmalek Sellal. Où il ne durera pas longtemps.

Depuis jeudi dernier, Benmeradi est donc à la tête du très sensible ministère du

Commerce en remplacement de Mohamed Saci.

Quant au troisième et dernier changement opéré dans la composante du gouvernement, il s'agit d'un «nouveau venu», en l'occurrence le wali de Mostaganem qui sera promu pour la première fois au poste de ministre. Il remplace Youcef Chorfa à la tête du ministère de l'habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. A bien lire la liste du nouveau gouvernement Ouyahia, il est difficile de ne pas relever, d'emblée, deux choses.

La première qui saute aux yeux est que les trois ministres auxquels Bouteflika a signifié la fin de mission sont ceux qui sont considérés comme les plus proches de l'ex-Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune. C'est un signe qui augure certainement d'autres mesures et décisions à venir dans ce qui s'apparente bien à une véritable opération de «dé-tebbounisation» ! On croit savoir à ce sujet que toutes les mesures phares du gouvernement Tebboune ne seront plus qu'un vague souvenir, dans très peu de temps.

Selon une source crédible, il est d'ores et déjà question de dissoudre l'instrument récemment mis en place par Abdelmadjid Tebboune au niveau du Premier ministère, à savoir «l'Inspection générale». D'autres mesures suivront et certaines sont même de notoriété publique pour la simple raison qu'elles étaient annoncées par Bouteflika lui-même, et ce,



Abdelaziz Bouteflika.

Photo : Samir Sid

avant même le limogeage de Tebboune. On peut citer, à titre d'exemple, la levée des restrictions sur les importations, les relations entre le gouvernement et les hommes d'affaires, etc. Ceci étant, la deuxième chose à retenir dans la composante du gouvernement est ce souci de stabilité qui a guidé

son concepteur. Bouteflika aura, en effet, préféré ne pas trop chambouler la composante de l'exécutif qui est déjà interpellé sur plusieurs fronts à la fois et à très court terme.

La majorité des ministres en exercice sous Tebboune sont, effectivement, tous engagés dans la gestion de dossiers urgents et

qui ne permettent pas des changements sans risque de sérieuses perturbations, pour le moment.

A la veille de la rentrée et de la préparation de la loi de finances, en plus des prochaines élections, il aurait été hasardeux de procéder à des changements à la tête des secteurs comme l'intérieur, les finances, l'éducation, l'enseignement supérieur, le travail et la sécurité sociale, pour ne citer que ceux-là. Ahmed Ouyahia, rappelé quasiment en urgence par Bouteflika qui ne voulait plus de Tebboune à la tête du gouvernement, composera donc avec «ce qu'il a sous la main» pour ainsi dire jusqu'au lendemain des élections de novembre. C'est juste après ce rendez-vous électoral qu'il faut s'attendre à un vaste remaniement qui donnera lieu au «véritable» gouvernement Ouyahia qui, sauf surprise majeure, gèrera les affaires du pays jusqu'en 2019.

K. A.

L'incroyable cafouillage à la présidence !

Comme ce fut le cas pour son prédécesseur, Abdelmadjid Tebboune, le nouveau Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a inauguré sa prise de fonction, malgré lui, par une affaire... Benagoun ! Ce dernier marquera ainsi les débuts de Tebboune par ce fait insolite d'être, sans doute, le ministre le plus éphémère de l'Histoire !

Nommé à la tête du ministère du Tourisme le 25 mai dernier, il sera limogé le 28 du même mois. Peu importe les raisons de ce limogeage qui avait défrayé la chronique en son temps. Mais l'affaire sera vite classée et, comme d'habitude, ensevelie, comme toutes les autres affaires, par l'impeccable loi du temps et de l'actualité et leur déluge d'événements faisant qu'une affaire en chasse vite une autre. Mais ne voilà-t-il pas que le malheureux Messaoud Benagoun revient, de manière spectaculaire et malgré lui, au-devant de la scène pour avoir été annoncé officiellement, par un communiqué de la présidence,

nouveau ministre du Tourisme pour, cette fois, une heure de temps seulement !

Une bourde monumentale des services de la présidence de la République fera, en effet, que l'on avait oublié de vérifier le contenu complet de la liste du nouveau gouvernement qui ne devait subir que trois changements de noms, en plus de celui du Premier ministre. Le préposé à cette tâche a sûrement oublié, lorsqu'il «triturerait» la liste de l'ancien gouvernement Tebboune, que le nom de Messaoud Benagoun y figurait toujours !

Une négligence impardonnable à ce niveau. D'où la nécessité de la désignation rapide d'un remplaçant pour Ouyahia au poste de directeur de cabinet du président de la République. On croit savoir, à ce propos, que cela se joue entre l'actuel secrétaire général à la présidence, Haba El-Okbi, et le conseiller du Président, Benameur Zerhouni.

K. A.

REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

L'opposition crie au «règlement de comptes»

Les ministères de l'Industrie, du Commerce et de l'Habitat ont été les seuls à avoir été touchés par le changement de gouvernement. Les trois secteurs étaient, justement, occupés par les «hommes» de l'ex-Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, sur lesquels il comptait pour mener ses réformes. Pour la majorité des partis de l'opposition, leur «récupération» dénote un «règlement de comptes» et des «conflits de clans».

NACER HAMADOUCHE,
CHEF DU GROUPE
PARLEMENTAIRE DU
MOUVEMENT DE
LA SOCIÉTÉ POUR
LA PAIX (MSP) :

«Un coup d'État blanc à Tebboune»

«Nous considérons ce qui s'est passé comme un coup d'État blanc au Premier ministre Tebboune notamment avec la récupération des secteurs sur lesquels Tebboune voulait axer ses réformes salutaires pour le pays et qui devaient également conduire à se libérer des lobbies des hommes d'affaires qui ont infiltré l'économie nationale et les ins-



titutions de l'Etat par le passé, et qui ont mis en péril la souveraineté du pays. Malheureusement, ce changement de gouvernement a été en faveur de ces derniers qui se considèrent partenaires socio-économiques. Rien ne justifie ce limogeage inattendu et précipité qui est la conséquence du bras de fer entre Tebboune et le lobby des hommes d'affaires. Le comble dans ce conflit, c'est l'alliance de l'UGTA et des hommes d'affaires. Ce changement de gouvernement ne va rien apporter au pays car il s'agit d'un règlement de comptes et de conflits de clans, motivés par des considérations idéologiques opposées à la ligne nationaliste de l'ancien Premier ministre, Tebboune. Des changements de cette nature sont regrettables. Ils sont opérés sans réels critères qui font que ce gouvernement est

dépourvu d'une base politique et d'une légitimité populaire. Ce gouvernement est davantage dépendant d'équilibres au sein des clans au pouvoir, qu'un gouvernement dont la mission est de réaliser le développement dans l'intérêt du pays. C'est aussi dans le cadre de conflits et la course pour les prochaines élections présidentielles.»

MOHAMED DOUBI,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
D'ENNAHDA :

«Une divergence des priorités économiques»

«Il y a, justement, une succession d'événements ces derniers jours. Le limogeage du Premier ministre est la conséquence d'un problème au sommet de l'exécutif qui va se repercuter sur la stabilité du pays. Il y a une divergence à propos des priorités économiques à entreprendre dans la conjoncture actuelle. Tebboune avait une vision de l'économie nationale et du rôle des privilèges à accorder aux investisseurs alors



que l'entourage présidentiel estime que les investisseurs doivent bénéficier davantage de privilèges. Le changement des trois ministères : Commerce, Industrie et Habitat, occupés par les hommes de Tebboune sur lesquels il comptait pour créer l'événement politique et l'événement économique, en est la preuve. Ce départ express laissera certainement des séquelles aux plans politique social.»

SOUFIANE DJILALI,
PRÉSIDENT DE JIL JADID :
«C'est le retour à la politique de Sellal»

«Le limogeage de Tebboune est expliqué par le fait qu'il voulait toucher à des intérêts à travers essentiellement le ministère de l'Industrie et le ministère du Commerce. Son départ, c'est aussi le changement de politique fondamentalement en ce qui concerne ces deux ministères. Tout le conflit qui a opposé Tebboune à Haddad ensuite Tebboune au frère du Président était le conflit sur la stratégie indus-



AMARA BENYOUNÈS,
PRÉSIDENT DU
MOUVEMENT POPULAIRE
ALGÉRIEN (MPA) :
«Rien d'exceptionnel»

«C'est un changement normal. Il n'y a rien d'exceptionnel quand un nouveau Premier ministre arrive et change un certain nombre de ministres. Il n'y a rien de particulier dans ce changement. Ça concerne le Premier ministre et le président de la République et je pense qu'ils ont dû voir un dysfonctionnement et ils ont jugé utile de le rattraper.»

Propos recueillis
par Rym Nasri

